

L'AGRICULTURE

LES INJECTIONS D'UNE SUBSTANCE CHIMIQUE ILLÉGALE
FAITES À DES VEAUX, AU QUÉBEC

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Nous avons pu lire dans les journaux qu'environ 12,000 veaux du Québec avaient reçu des injections d'une substance chimique illégale, l'acétate de trembolone, et que 2,000 carcasses de cette viande fabriquée avaient été vendues depuis août dernier. Le ministre veut-il nous expliquer pourquoi il a autorisé l'utilisation de cette substance chimique illégale pour la production commerciale de veaux depuis mai dernier? Pourquoi le ministre a-t-il autorisé la vente de cette viande frelatée depuis le mois d'août?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Je tiens à y répondre de façon aussi complète que possible. Je suis la situation de très près depuis qu'elle nous a été signalée. Je tiens à dire aux députés qu'en fait ce sont les inspecteurs d'Agriculture Canada, les inspecteurs des viandes de mon ministère, qui ont décelé la présence de cette substance. Nous en avons immédiatement avisé les autorités du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social étant donné que ce genre d'affaire relève non pas de la loi sur l'inspection des viandes, mais plutôt de la loi sur les aliments et drogue. Les autorités compétentes du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social mènent actuellement leur enquête en vertu de la législation sur les aliments et drogues.

ON DEMANDE D'INTERDIRE LA VENTE DES CARCASSES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le ministre peut-il assurer aux consommateurs canadiens qu'aucune autre de ces carcasses ne pourra être vendue dans les supermarchés du pays? Va-t-il également leur assurer que la viande qui se trouve déjà dans les magasins en sera retirée par le ministère responsable?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je n'ai aucune hésitation à donner cette assurance aux consommateurs canadiens. Le député n'ignore pas que nous avons le meilleur système d'inspection des viandes au monde. A la suite des questions ridicules que les députés de l'opposition ont posées au sujet d'une ou deux autres affaires, ces trois ou quatre dernières semaines, j'ai reçu une communication de l'Organisation mondiale de la santé qui approuve notre système. Je peux assurer au député qu'aucune de ces carcasses ne sera mise en marché. Nous essayons d'établir si des carcasses ont effectivement été mises sur le marché. Les renseignements dont je dispose pour le moment ne me permettent pas de le dire. J'ai posé la question. En raison de la nature de cette substance chimique, il n'est pas vraiment possible d'établir si de la viande d'animaux ayant reçu ces injections a effectivement été mise en vente.

Questions orales

M. le Président: Le ministre pourra peut-être donner la suite de sa réponse dans le cadre des déclarations ministérielles.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE SI LE RAPPORT O'FARRELL SERA RENDU PUBLIC À
LA CHAMBRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, j'ai aussi une question pour le premier ministre et elle a trait à la contradiction entre deux ministres de son gouvernement concernant le dossier Gulf-Ultramar à Montréal. Le ministre de la Consommation et des Corporations, appuyé par Statistique Canada, le gouvernement du Québec, *Oil Week* et le rapport O'Farrell, a dit qu'il y a une sous-capacité de raffinage à Montréal, mais le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit exactement le contraire. Et ma question est la suivante, monsieur le Président: Une fois pour toutes, et pour régler cette situation, est-ce que le premier ministre peut dire maintenant s'il est capable de rendre public le rapport O'Farrell dans cette Chambre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est à peu près textuellement la même question que le député a posée hier et une réponse très précise a été donnée. Et depuis, en réponse à des questions—je pense que l'honorable député n'écoutait pas les échanges de vues aujourd'hui—je disais que nous sommes en pourparlers, et ce depuis maintenant belle lurette, afin d'essayer de trouver une formule qui donnerait une nouvelle vocation productive à ces installations dans l'est de Montréal. Ce que nous voulons faire...

M. Malépart: Nous avons gagné!

M. Mulroney: Vous avez gagné? Vous avez du culot! C'est vous qui avez tué l'industrie du raffinage et vous avez le culot de parler de victoire, si victoire il y a.

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE EST PRÊT À RENDRE
PUBLIQUE TOUTE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE
L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, c'est une question de crédibilité. Je voudrais avoir une réponse parce que le député de Duvernay a changé sa position vis-à-vis de Gulf-Ultramar après avoir obtenu toute l'information du ministère de...

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le préambule à la question supplémentaire est très long. Le député aurait-il l'obligeance, tout bonnement, de poser sa question?

[Français]

M. Nystrom: Ma question est celle-ci, monsieur le Président: Est-ce que le premier ministre est prêt à rendre publique maintenant toute information du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources une fois que ce ministère a breffé le député de Duvernay? Est-ce qu'il est prêt à rendre toute cette information publique à tous les députés et à la population canadienne ici, dans la Chambre, maintenant?